

De la forme en devenir de l'Europe I

Amnon Reuveni

On a rarement vécu en Europe un été aussi chaud que ce dernier. Cinq ans ont déjà passé depuis la révolution de velours, comme on l'a appelée, et la grande euphorie d'alors a fait place à la force accablante du quotidien pour nombre de "libérés" du Bloc de l'Est soviétique. La vague de chaleur presque éternelle – huit semaines durant – n'a donc agi qu'en tant que catalyseur de la volonté-de-tout-oublier des hommes de l'Atlantique à l'Oural. Car les grandes espérances d'une nouvelle et utopique Europe, qui s'étaient largement répandues à la fin du mois d'août 1989, après l'élection des premiers hommes politiques non-communistes dans un pays du bloc de l'est, semblaient être aussi desséchées, à la fin de août 1994, que la terre désirant ardemment la pluie.

Le 24 août 1989, Tadeusz Mazowiecki, jusqu'alors rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition *Solidarnosc*, devint le premier président du conseil démocratiquement élu dans le bloc de l'est. La Pologne montrait ainsi la voie aux autres pays du pacte de Varsovie dans la nouvelle époque après la guerre froide. Dans les mois suivants, alors même que les autres gouvernements communistes avaient renoncé à leur puissance, pacifiquement pour la plupart, il était partout question de paix et de liberté en Europe. On croyait de tout cœur que, lorsque des structures dictatoriales rigides si rapidement mises en mouvement, s'effondrent si soudainement, que l'utopie *politique* semble alors dépasser la réalité, alors de profonds renouvellements doivent apparaître dans les autres domaines de la vie.

Pourtant l'embarras croissait déjà de jour en jour au début de 1990. Car la plupart des nouveaux Européens "libérés" avaient perdu leur ancienne protection du Kremlin suite à la réalisation de la récente "liberté" capitaliste. Après quelques mois d'une attente vaine, peu d'entre eux seulement croyaient encore à un soutien financier massif de l'ouest. La réunification-“éclair” de l'Allemagne vint s'ajouter encore à cela. Sur le champ, on fut contraint de s'entendre avec une Allemagne qui paraissait trop grande pour ne pas être crainte en tant que grande puissance. Et comme les autres pays de l'Europe du centre et de l'est n'avaient pas d'Allemagne de l'Ouest pour leur apporter le soutien d'une somme de milliards comportant trois chiffres, les explosions sociales, les tendances d'autoritarisme et les éruptions nationalistes y devinrent encore plus probables que dans l'ex-RDA.

On pouvait de nouveau considérer la manière de se comporter de la Pologne comme un symptôme de la *véritable* orientation du développement de l'Europe sortant de quarante ans de torpeur des deux côtés du rideau de fer. Car l'un des premiers coups sur l'échiquier diplomatique du premier gouvernement non-communiste de l'Europe du centre-est européen, fut de mener un dialogue fructueux avec la Communauté Européenne (CE), qui fut conclu, dans l'année 1989 encore, par la signature d'un ***arrangement économique sur les facilitations particulières d'échanges commerciaux***. Mais cela n'était qu'un premier pas. Car ce qui devrait vraiment être dit avec cela, c'est que nombre de milieux en Pologne qui aspiraient d'abord au statut de membre associé, mais par la suite à une affiliation complète à la CE, voyaient, déjà à ce moment là, dans l'élargissement de l'organisation de Bruxelles une possibilité de réalisation de l'Europe utopiste. À cet effet, il est symptomatique, et peut-être pas inintéressant, de remarquer que le premier voyage à l'étranger de Mazowiecki après son élection à la présidence du conseil ne le mena pas à Moscou, comme il était d'usage auparavant, mais au Pape à Rome. Ce n'est qu'après qu'il rencontra Gorbatschow à Moscou, à la fin de novembre 1989.



Les “États Unis d'Europe” devaient donc représenter une forme progressiste pour la vie communautaire pacifique des peuples de l'Europe. Cela avait été aussi l'avis des signataires du traité de Maastricht lorsqu'ils décidaient, il y a deux ans, d'un “approfondissement du processus de l'union européenne”. Jusqu'à la fin de l'été 1994 pourtant, il n'y eut pratiquement aucun débat public sérieux sur la forme future de l'Europe selon la mise en oeuvre du traité. Ce n'est que maintenant, après les propos de l'interview du premier ministre français Édouard Balladur (le 30 août dans le *Figaro*) et

après le parution du “Arbeitspapier” (“document de travail”, N.D.T.) de la fraction CDU du parlement allemand, qu'un large public peut prendre connaissance de la planification, déjà bien avancée, des “patriotes français et allemands de Bruxelles”. Une discussion publique sérieuse échoua encore cette fois là et le thème disparut pratiquement au bout de deux semaines, comme si l'idée du *noyau dur européen* n'avait jamais paru à la surface.

Dans la considération qui suit (qui constitue originellement une partie du 6^{ème} chapitre de mon livre *Au nom du “nouvel ordre mondial”*¹) une certaine dimension historique de ce thème sera décrite. Elle sera complétée sous peu par une seconde considération sur la forme en devenir de l'Europe.

“Une des plus grandes alliances secrètes de tous les temps”

Lorsque le jeune patriote américain Bill Clinton entra en compagnie de sa mère dans le *Loyolla Hall* de l'Université de Georgetown, le jeune prêtre jésuite les attendait déjà. C'était à l'automne de 1964, vingt longues années avant l'adoption des relations diplomatiques complètes entre les USA et le Vatican, et malgré cela le jeune baptiste voulait acquérir précisément l'art de conduire la politique étrangère auprès des ambassadeurs agressifs du Saint Siège. Depuis sa rencontre avec John Kennedy, il rêvait de la grande mission de sa vie: devenir un homme politique pour lutter en faveur de l'Amérique. Il demanda à de nombreux professeurs et connaissances où l'on pouvait terminer ses études de politique étrangère en Amérique, pour avoir les meilleures chances de réaliser une carrière diplomatique couronnée de succès; tous répondirent: l'université *Georgetown*.² Plus tard, il raconta qu'il “voulait étudier en un lieu qui, du point de vue académique, avait les prétentions les plus élevées”, car il était “sûr que l'Amérique aurait plus à s'occuper des événements du monde dans les décennies à venir”.³

Après un brin de conduite dans les locaux de l'université, le jésuite voulut cependant savoir si le nouvel admissible convenait au milieu de Georgetown. “Quelle langue étrangère connaissez vous?” demanda-t-il. “Aucune, Monsieur” fut la réponse. Le jésuite fut choqué: “Au nom du Saint Père, que doit donc rechercher un baptiste sudiste, qui ne parle aucune langue étrangère, dans l'établissement *mère* des écoles jésuites?” demanda-t-il. – Alors que Clinton et sa mère étaient déjà sortis, le jeune ambitieux déclara: “Ne vous inquiétez pas, mère. Vous saurez très exactement bientôt, ce qu'il me faut chercher ici.”⁴

Aussi sûr de lui-même qu'il était, le jeune Clinton avait raison. Car les Jésuites choisissaient toujours justement de tels hommes, qui pouvaient mettre en oeuvre le plus possible de forces de volonté illimitées pour atteindre des objectifs bien déterminés. Clinton était, et est encore, un tel homme. C'est la raison pour laquelle l'atmosphère qui régnait dans “l'établissement mère de toutes les écoles jésuites” était pleine de charme pour lui. Il ne fut pas seulement fortement influencé par le professeur Carroll Quigley⁵, mais aussi par les professeurs d'université jésuites, qui venaient “de tous les coins du monde” pour instruire le futur ambassadeur et président des États-Unis dans les arcanes de la politique mondiale. Le père Joseph Sebes, un Hongrois qui avait évangélisé en Chine presque toute sa vie et qui professait alors à la faculté de diplomatie, fut avant tout celui qui impressionna Clinton par ses cours sur les religions du monde et leur rôle dans l'histoire.⁶



Les aspirations des ordres catholiques et la force de volonté de milieux influents de l'occident ne se complètent pas seulement à Washington. Des tas d'exemples illustrant cela existent déjà aujourd'hui. On peut citer, comme exemple significatif, le travail mené conjointement, et très lucratif, de la banque du Vatican (les “banquiers de Dieu”), avec les services secrets américains de la CIA et diverses loges maçonniques (avant tout la “*Propaganda 2*” [P2]), qui ont fait sans cesse parler d'elles au grand jour par le scandale et la corruption. (Ce qui, en Italie, apparaît à la surface par des révélations et des assassinats, reste tranquillement dans l'ombre dans les autres pays. Mais cela ne veut pas dire que ces mêmes forces y seraient moins actives!) En 1978, Mino Pecorelli, journaliste et rédacteur d'une feuille d'informations de l'agence de presse italienne O.P., donnait les noms de plus de cent frères de loges maçonniques vaticanes dans le numéro de septembre de son

journal. Une indication sur l'exactitude de sa liste fut son assassinat, six mois plus tard, le 20 mars 1979. Car Mino Pecorelli était un authentique connaisseur introduit, un frère, de la loge P2; et à ce titre, la punition pour sa trahison (il rédigea encore maints rapports sur la loge P2 et ses rapports avec le Vatican) devaient être particulièrement difficiles.⁷

S'agit-il de la réalisation de leurs projets à long terme, qui prennent en compte la légitimité et les impulsions spirituelles de l'histoire, ces forces, pourtant globalement en désaccord, s'associent souvent ensemble. Rudolf Steiner évoqua à plusieurs reprises à ce propos que, sur le plan mondial, les niveaux supérieurs des diverses loges maçonniques étaient infiltrées par les jésuites depuis la fin du 18^{ème} siècle déjà. Mais par le fait que l'on continuait de cultiver vers l'extérieur les bonnes grâces de l'inimitié entre les deux "sociétés secrètes", on pouvait jeter la confusion parmi les membres non-initiés de tels ordres, "car cela a à voir dans ce domaine, avec la politique, avec justement le gouvernement des hommes", dit Steiner.⁸ Avec cette stratégie, le désordre fut semé de plus en plus durant les derniers siècles parmi l'ensemble de la vie publique de l'Occident, afin que les hommes soient aujourd'hui très faciles à influencer.



La guerre froide des années soixante et soixante-dix n'était glaciale qu'extérieurement. Intérieurement, l'humanité s'avançait, depuis la fin des années soixante, vers un tournant historique important, que Rudolf Steiner caractérisait comme décisif pour l'évolution ultérieure, ou bien selon le cas la déroute de l'humanité. Naturellement on était au courant de cela dans les milieux occultes du Vatican et de l'ouest. Mais on connaissait aussi exactement à quel moment devait se manifester ce changement avec *une violence brusque* et certainement avant tout sous la forme d'une puissante impulsion de liberté dans l'Europe du centre et de l'est. Nous ne pouvons pas empêcher l'éclatement et le mûrissement de cette révolution, amorcée par cette impulsion conforme à l'époque, ainsi en a-t-on déclaré dans ces cercles. Cependant on devrait tout entreprendre pour utiliser ce bouleversement à ses *propres* fins.

Les premiers préparatifs de la grande entreprise se déroulent déjà dans les années soixante-dix. En Pologne, les efforts du nouveau chef du parti et du gouvernement, E. Gierek, ont stimulé l'industrialisation de son pays, restée en retard, par l'ouverture d'emprunts à l'étranger sous la forme de milliards de crédit obtenus avec le plein soutien de l'ouest. Mais ce n'est cependant qu'en 1978, que l'on put percevoir directement le véritable coup d'envoi de l'opération. On en a donné le signal tout à fait consciemment depuis Rome: Avec l'élection du premier Pape non italien depuis 1523, l'église catholique devait introduire une nouvelle phase de son intervention dans la politique mondiale. L'Europe de l'est – mais avant tout la Pologne – devait être le pivot de cette politique, du fait que l'on a élu pour Pape le cardinal Karol Wojtyla. Cela avait une importance énorme pour l'état des choses dans l'est de l'Europe, importance qui n'a peut-être pas été perçue par tous les participants au vote. La plupart des cardinaux qui ont pris part au conclave (l'assemblée des cardinaux élisant le Pape), n'avaient certainement que peu d'idée, en tant que non-européens, sur l'importance politique stratégique de la Pologne.⁹

En Pologne, aussi bien que dans certains milieux ecclésiastiques de l'Europe (en particulier en France, *le* bastion du catholicisme à l'ouest et d'où la Pologne est toujours considérée avec intérêts) on a bien compris le signal du Vatican. Quelques mois après l'élection, un article parut dans la revue française *Esprit* signé de Tadeuz Mazowiecki, à cette époque vice président du Club Intellectuel Catholique autorisé en Pologne et en 1989, le premier ministre non communiste de Varsovie, dans lequel l'importance de cet événement pour l'intelligentsia catholique française et pour les catholiques polonais (ce qui correspond à environ 95% de la population) était décrite de la manière suivante: "Immédiatement après l'élection de Jean-Paul II, je reçus une lettre de Paul Thibaud, le rédacteur en chef de la revue mensuelle française *Esprit* me faisant part d'une remarque, si agréable aux oreilles polonaises, selon quoi cette élection a représenté un acte de justice compensatoire ... Ainsi quelqu'un s'adresse-t-il à nous de l'extérieur – dans la langue de notre sensibilité polonaise ... Les Polonais voyaient dans ce choix – *et ce n'était assurément pas seulement eux* – la courageuse interruption de la tradition, depuis quatre siècles et demi, d'élire un pape italien, ... Mais en outre

aussi un acte de réparation d'honneur, ou mieux une sorte de compensation morale échue depuis longtemps *pour la Pologne et l'ensemble du "deuxième monde"* [souligné par A.R.].¹⁰ Des milieux catholiques des deux côtés du rideau de fer voyaient donc dans ce choix un acte de politique mondiale (naturellement avec une dimension morale!).

Edouard Gierek, chef du parti communiste à Varsovie, salua le premier pape polonais par de chaleureuses paroles patriotiques. Celui-ci d'autre part ne se fit pas attendre longtemps et rédigea sa première encyclique au début de 1979 déjà. Il y était question de "chaque homme sans considération de toute différence relevant des droits de l'homme" Le Saint Siège a cependant relié à cela une stratégie concrète concernant son pays natal. Que le régime polonais autorisa aussitôt le voyage de pèlerin du Pape qui prêchait la "théologie de la libération du bolchevisme", on ne devait finalement pas cela à l'effet amollissant des énormes crédits accordés par l'ouest. Cependant les bolchevistes n'étaient manifestement pas dans la situation de savoir ce qui leur arrivait.

Le 5 juin 1979, l'avion du Vatican atterrissait pour la première fois sur l'aéroport de Varsovie. Le "Pape volant" en descendit, accompagné de plusieurs équipes de caméras de télévision occidentales. Son voyage s'ouvrit par une série de sermons devant les masses extatiques – six millions de personnes en tout – une nouvelle phase d'éveil national religieux en Pologne. "Tout homme et tout peuple a besoin d'espoir", commente Mazowiecki en avril 1981 en décrivant cette "heure historique" dans son éditorial de la première édition de *l'hebdomadaire Solidarnosc*. "Personne ne peut vivre sans espoir. Pourtant les moments sont rares dans l'histoire dans lesquels quelque chose se produit devant nos yeux comme une expression d'espérance de tout un peuple. Nous avons vécu pour la première fois un tel moment en 1979, au cours des neuf jours de la première visite du Pape en Pologne. Au moment où Jean-Paul II sur la place de la Victoire à Varsovie priait avec les paroles du psalmiste: "Que Ton esprit descende sur la terre et change la face de la terre, *cette terre*" [souligné dans le texte original], nous discernâmes soudain qu'il prononçait ces paroles, par nous et pour nous. Nous savions qu'elles exprimaient notre attente commune et d'impatiente espérance et nous devinions la force qui se cachait dans ces paroles. ***C'était là un événement non pas seulement religieux, mais social, national d'un grande et incomparable importance.*** Il agissait sur l'attitude de tous, il représentait une leçon pour la société, pour qu'elle s'organise elle-même ... Le Pape nous montra un chemin afin que nous puissions combattre pour nos droits, sans haine ... et il nous fit prendre conscience de la grande force que constitue la dignité de l'homme [souligné par A.R.]."¹¹

Quelques mois après la visite du Pape, l'effet provoqué par celle-ci était déjà perceptible sous la forme d'un tremblement de terre politique. Lorsqu'au début de l'été 1980, le motif concret fut trouvé pour cela – c'est-à-dire une augmentation des prix et une vague d'inflation suite à une offre insuffisante de marchandises – la grève générale fut déclenchée par tout le pays. Sur ce, le gouvernement – après un mois d'atermoiement – fut contraint de négocier avec les grévistes du chantier Lénine de Dantzig. Après d'interminables nuits de négociations, on s'accorda, le 31 août, sur l'autorisation de la création du premier syndicat non communiste *Solidarité* (*Solidarnosc*) ainsi que sur de nombreuses autres concessions de la part du régime. Malgré cela, dans les mois qui suivirent, le conflit prit, à cinq reprises au moins, des dimensions dangereuses pour la souveraineté polonaise – aussi limitée qu'elle était alors. Une misère économique persistante ainsi que des rivalités au sein du syndicat, qui avait atteint les dix millions de membres, veillèrent à entretenir une situation de plus en plus tendue. Les attentes du peuple opprimé étaient trop grandes, pour que la retenue tactique s'impose, celle que le Pape avait obtenue au Vatican, lors de son audience privée avec Lech Walesa en janvier 1981. Car si tout s'était déroulé conformément aux plans, on n'en serait pas déjà arrivé à une crise dès la fin de 1981. En novembre, le Saint Siège annonçait un second "voyage pastoral" en Pologne; cependant les tensions étaient déjà devenues trop vives dans la patrie de Wojtyła.

Le Kremlin était mécontent depuis le début sur la prétendue attitude accommodante de la direction du parti polonais vis-à-vis de la "rébellion catholique" et envisageait pour décembre 1980 l'entrée en Pologne de dix-huit divisions "amies". Cette fois le président américain Jimmy Carter réagit de manière inhabituellement rapide, et sans malentendu, face à la concentration des troupes du pacte de Varsovie à la frontière polonaise. Saisissant l'occasion sur le vif, il avertit le chef du

parti soviétique, Breschnew, le 3 décembre, des conséquences politiques et économiques: plus de blé pour l'Union Soviétique, plus d'exportation de technique, réarmement de l'OTAN et coopération militaire avec la Chine et le Japon. Ainsi ne restait-il pas beaucoup d'autres possibilités pour le Kremlin en dehors de celle d'imposer une "solution intérieure". L'"état de guerre" fut ordonné ensuite en Pologne le 12 décembre 1981 par le général Jaruzelski, à cause de la paralysie croissante de l'économie polonaise et à cause de la pression croissante du Kremlin.



Une rencontre singulière eut lieu dans la bibliothèque du Vatican, le 7 juin 1982. Ce qui fit alors l'objet de cinquante minutes de discussion entre le Pape et Ronald Reagan, ne fut rendu public que dix ans plus tard – par un "*Special Report*" du *Time Magazine*. Le rapport vraiment très spécial de Carl Bernstein¹² voulait faire naître l'impression qu'une initiative idéaliste des deux maîtres se trouvait à la base de la stratégie est-européenne des USA et du Vatican dans les années quatre-vingts. Pourtant l'information détaillée de Bernstein montre, avec de nombreuses preuves à l'appui, le véritable caractère de cette stratégie; celle-ci tenait toujours compte des évolutions à long terme dans l'histoire. Dans le reportage, un diplomate est cité par exemple, "qui avait connaissance des détails de l'opération": "L'alliance Washington-Vatican n'a pas provoqué la chute du communisme", dit-il. "Comme toutes les grandes personnalités dirigeantes favorisées par la chance, **le Pape et le président mirent à profit les forces de l'histoire pour leur propres buts finals** [souligné par A.R.]."¹³

"L'opération conjointe des Américains et du Vatican pour le maintien de Solidarnosc commença aussitôt après que le général Jaruzelski eut décrété l'état de guerre", rapporte Bernstein. "Peu après, Reagan eut un entretien téléphonique avec le Pape et se fit conseiller par lui." Sa sainteté avait cependant déjà réagi de son côté face à la situation dans son pays entre temps. Conformément au service secret des USA, rapporte plus loin le *Times*, le Pape avait déjà recommandé à Walesa, par le canal ecclésiastique, de laisser Solidarnosc passer dans la clandestinité et d'y rester actif à l'avenir. En outre, les dix millions de membres du mouvement devaient être avertis du danger d'une confrontation directe avec les militaires – ce qui pouvait empirer jusqu'à la guerre civile – et de ne pas aller dans les rues. Le ministre américain des affaires étrangères, un partisan enthousiaste du Pape, envoya un émissaire spécial auprès de Jean-Paul II quelques jours plus tard. À cette époque, Washington et Le Vatican n'avaient encore aucune relation diplomatique complète. Malgré cela, l'"*Ambassador at Large*", Vernon Walters, lui-même catholique fervent, fut reçu avec tous les honneurs et eut de longs entretiens avec le Pape aussi bien qu'avec son ministre des affaires étrangères, le cardinal Casaroli. L'arrangement bientôt conclu entre Reagan et Jean-Paul II, selon lequel on devait entreprendre **ensemble une campagne secrète**, pour accélérer **la disparition de l'empire communiste**", fut défini ainsi, par un autre catholique au sein du cabinet Reagan, le conseiller pour la sécurité nationale, Richard Allen: "C'était l'une des plus grandes alliances secrètes de tous les temps."¹⁴ Il faut se rappeler ici qu'en 1982, il n'était officiellement question nulle part de la fin prochaine du communisme. Comment Ronald Reagan et le Pape s'entretenaient-ils, déjà à cette époque, sur une "accélération" de cette disparition inconnue? Le "*Special Report*" de Bernstein ne propose aucune réponse à ce propos ...

Une action généreuse fut commencée après cela. De nombreuses tonnes d'appareils de communication, d'ordinateurs, de caméras vidéo et de photocopieuses furent introduites en fraude en Pologne par diverses filières entre 1982 et 1989. "Cela n'entraîna pas de grosses dépenses", déclare Zbigniew Brzezinski, conseiller du président Carter à l'époque.¹⁵ "Il s'agissait beaucoup plus pour nous de la transmission des messages et de l'efficacité de la résistance: Livres, techniques de communication, propagande, encre et matériel d'imprimerie."¹⁶ Même si, d'après Brzezinski, on n'avait pas besoin de sommes en milliards, beaucoup de millions furent malgré tout dépensés pour assurer "l'opération Solidarité". Selon Bernstein et d'autres sources, l'argent vint de la CIA, des fonds américains et de la banque du Vatican, de mauvaise réputation. Des agents américains et des prêtres catholiques y ont donc contribué ensemble. Des collaborateurs du Vatican en Pologne servaient d'intermédiaires importants entre les activistes de Solidarnosc et le tandem

Rome/Washington. “L’information du Vatican était, selon tout point de vue, absolument meilleure et plus rapide que la nôtre”, déclare Alexander Haig.¹⁷ Pas étonnant qu’il en était ainsi. Là où les USA avaient **un** agent, des milliers d’agents potentiels se plaçaient à la disposition du Pape!

La clef de la réussite de l’opération se trouvait dans l’union du patriotisme américain avec des catholiques fervents de Washington. Tous les acteurs principaux du côté américain étaient aussi des partisans du Saint Siège: le chef de la CIA, William Casey, Richard Allen (le premier conseiller de Reagan pour la sécurité nationale), William Clark (successeur d’Allen), Alexander Haig, Vernon Walters (médiateur personnel entre Reagan et Jean-Paul II, *Ambassador at Large* et ancien officier de la CIA) et William Wilson. Lorsque le 10 janvier 1984, les USA et le Vatican ouvrirent des relations diplomatiques complètes, Reagan choisit naturellement le fervent William Wilson comme son premier ambassadeur dans la ville sainte. Une discussion commune avec les collègues du Vatican était naturellement indispensable. Ceux-ci avaient néanmoins mis directement en scène les événements de Pologne. “À l’occasion de presque tous ses voyages dans le Proche Orient et en Europe, Casey, le chef de la CIA, a fait halte à Rome et a rendu visite au Pape”, écrit Bernstein. “Les évêques se tenaient en contact permanent avec le Saint Père ainsi qu’avec Solidarnosc”, déclare le cardinal Silvestrini, vice ministre des affaires étrangères du Vatican à cette époque, “ils nous tenaient informés des membres emprisonnés de Solidarnosc, des activités et des besoins des groupements dans la mouvance de celui-ci et sur les dispositions et les divisions du gouvernement de l’endroit.” Toutes les informations étaient aussitôt transmises vers Washington, à destination de Reagan ou de Casey.¹⁸



Exactement sept ans avant la chute du mur de Berlin, le Vatican organisait une “fête européenne” à *Santiago de Compostela*, en Espagne. Le Pape polonais Jean-Paul II s’y exprima clairement, le 9 novembre 1982, devant plusieurs milliers de croyants enthousiastes: “Malgré des conflits de sang entre les peuples d’Europe et malgré la crise spirituelle qui a ébranlé la vie de ce continent ..., on doit admettre, après deux mille ans de son histoire, que l’identité européenne n’est pas intelligible sans le christianisme, que les racines d’où naquit la civilisation de ce continent se trouvent précisément en lui: sa culture, sa dynamique, son esprit d’entreprise, sa capacité de s’étendre de manière constructive dans les autres continents, bref tout ce qui constitue sa gloire ... **Si l’Europe s’unit**, et cela peut aussi se faire dans la prise en compte correspondante de toutes ses différences y compris ses divers systèmes politiques ..., **alors son avenir ne sera pas dominé par le manque d’assurance et la peur, mais une nouvelle époque de la vie, intérieure et extérieure, s’ouvrira pour la prospérité du monde.**”

Si de tels propos sont exprimés par un penseur idéaliste d’un point de vue philosophique, on ne pourrait pratiquement rien leur objecter. Mais il importe beaucoup ici de savoir **qui** parle! Et lorsque le Pape Jean-Paul II, gardien et promoteur d’un catholicisme militant du type de l’*Opus Dei* parle de christianisme, il désigne sans doute ainsi l’église catholique. Le continent libéré du bolchevisme sept ans après son discours **doit** selon son opinion, surmonter les diversités de ces mentalités culturelles et politiques par le retour à “une hiérarchie commune des valeurs”.²⁰ Naturellement avec les “valeurs” aussi bien que la “hiérarchie”, sont désignés ici les dogmes et la hiérarchie du Saint Père.

Pour ceux qui se demandent à quoi ressemblera concrètement l’Europe, si elle doit se “re-catholiser”, il apparaît de temps en temps des indications intéressantes. Abstraction faite de la rhétorique moralisante, celles-ci montrent un concept clair pour l’évolution ultérieure de l’Union Européenne (EU). En tant que l’un des connaisseurs les plus avertis de la politique internationale, Zbigniew Brzezinski, fils d’un diplomate polonais et actuellement professeur à l’Université Johns Hopkins, caractérisait à grands traits l’avenir de l’Europe de la manière suivante, en mai 1994: “Le meilleur développement pour l’Europe sera d’accroître la CE en y rattachant les pays de l’EFTA (*European Free Trade Association*, Association européenne de libre échange, N.D.T.) [cela ne signifie aujourd’hui encore que la Suisse, A.R.] et par surcroît au moins trois pays de la seconde catégorie: la république Tchèque, la Hongrie et la Pologne. Ces trois nations doivent aussi devenir

membre de l'OTAN.

Une Europe de cet acabit pourrait envelopper l'Allemagne en son sein, tandis que le rôle de l'Allemagne gagnerait en poids. Pour atteindre cet objectif, la France et l'Allemagne devront exercer en outre leur rôle dirigeant dans la conduite des affaires. Au-delà, cela devrait entraîner une réconciliation germano-polonaise fondamentale et véritable – et non formelle et banale, pour laquelle la réconciliation germano-française servirait en même temps de fondement et de règle.

Une coalition franco-germano-polonaise prendrait en charge une Europe agrandie dotée d'un puissant axe interne. Elle pourra assurer, pour l'Allemagne, un rôle économiquement renforcé, politiquement constructif et réellement européen avec en outre un rôle historique positif. Une telle coalition à trois – qui rassemblera 175 millions de citoyens (plus que la Russie!) – serait économiquement menée par une Allemagne politiquement contrebalancée par la France et la Pologne. Elle donnerait un plus grand degré de liberté à l'Europe et rehausserait la sécurité dans l'ensemble du continent.²¹

Cette vision d'avenir est déjà perceptible aujourd'hui – à la fin de 1994 – dans sa forme extérieure aussi. Brzezinski la décrit simplement d'un point de vue de stratégie, tandis que ses coreligionnaires la formulent d'une manière plus idéaliste ou religieuse. Cependant Brzezinski n'est en aucun cas le seul à avoir la capacité de dépeindre cette évolution aussi clairement. Dans le journal britannique *International Affairs* paraissait en juillet 1994, par exemple, une étude qui examinait à fond et en détails la question de l'agrandissement de la CE vers l'est. L'auteur, un professeur de l'université de Essex (Angleterre) en arrivait aux mêmes conclusions que celles de Brzezinski et décrivait un futur “axe-Paris-Berlin-Varsovie”.²²

Le contenu spirituel de cette “Nouvelle Sainte Alliance” est encore plus manifeste que la forme de sa réalisation effective. La France est pourtant *le* bastion du catholicisme dans l'Europe de l'ouest et cherche depuis une dizaine d'années – avec le plein soutien de l'Allemagne –, à inoculer l'esprit du Vatican dans la CE. On pouvait sans cesse assister à cela en observant le fidèle catholique Jacques Delors et son infatigable politique de centralisation, aussi exactement que “la sainte amitié” entre François Mitterrand et Helmut Kohl.

Comment les Allemands reviendraient-ils à “l'hyménée” avec l'esprit de Rome? Celui qui veut savoir cela, doit se rappeler une rencontre qui eut lieu à l'extérieur de Paris en 1958. Le Général de Gaule, récemment élu président, présentait alors le “contrat de mariage” à son visiteur, Adenauer. “L'Allemagne cherche à demander trois choses à la France.”, parla-t-il avec autorité, “Premièrement un soutien pour recouvrer le respect et la confiance des autres nations; deuxièmement, la sécurité vis-à-vis de l'Union Soviétique; troisièmement la reconnaissance de son droit à la réunification.” Et le prix pour cela? Bonn devait apporter son soutien à la politique agricole de Paris au sein du Marché Commun et dans son éternelle concurrence avec les Anglais; néanmoins, l'Allemagne devait avant tout aider les Français à remplir ***leur mission dans le monde – donc dans leur rôle de grande puissance.***²³ Que la “mission” de la France, depuis plusieurs siècles, est dans une dépendance mutuelle étroite avec la “mission” de la papauté, Adenauer devait certainement en être conscient. Mais pour l'Allemagne, le soutien qu'elle apportait à la France pour la restauration de son “ancienne gloire” signifiait simultanément la collaboration avec le romanisme, qui se manifeste au travers du rôle de grande puissance de la France.

Si l'alliance Paris-Varsovie est effectivement rétablie au-dessus de Berlin, l'Europe entière pourra servir de bastion de l'esprit romain. Les serviteurs de cet esprit considèrent en effet toujours la rénovation de la position de force dont celui-ci disposait au Moyen Âge, comme leur idéal le plus élevé. La formation d'un tel axe sera pourtant accueilli avec joie par les milieux occultistes de l'ouest; car une coopération culturelle virtuelle entre l'Europe centrale et l'Est slave pourra ainsi être pratiquement abrogée, au moins pendant un certain temps. Et qu'advient-il ensuite de la mission culturelle de l'Europe du centre? Selon l'idée de Brzezinski, la mission prévue pour l'Allemagne est de devenir le moteur économique de l'Europe. Donc aucune mission culturelle ni spirituelle. Elle doit manifestement à l'avenir soutenir la “mission dans le monde” de la France (On trouve aujourd'hui les soldats de la puissance mondiale “d'autrefois” dans trente-trois pays!²⁴). En Pologne, qui appartient aussi véritablement à l'Europe du centre, la position du clergé doit vraisemblablement devenir encore plus forte.



Les plans pour la constitution d'une "nouvelle sainte alliance" correspondent-ils à la volonté propre des Européens? On est autorisé à en douter. La question de cette "volonté propre" devra être considérée prochainement de plus près. Dans la seconde partie de cette enquête, on traitera encore de la question: Dans quelle mesure la "nouvelle sainte alliance" est-elle devenue une réalité?

Das Goetheanum N°42, 16 octobre 1994

(Traduction Daniel Kmiciek)

Notes:

- 1 *Au nom du "nouvel ordre mondial" De la volonté de domination démodée et de ses représentants dans le monde politique*, Éditions du Goetheanum, Dornach 1994.
- 2 Voir à ce propos: R.E. Levin *Bill Clinton, The inside Story*, New York 1992, pages 35 et suiv.
- 3 C.F. Allen, Jonathan Portis, *Bill Clinton, Eine Biographie*, Frankfurt a. M. 1992.
- 4 R.E. Levin, à l'endroit cité précédemment, page 39.
- 5 Sur le rapport Quigley-Clinton, voir la remarque 1, 2^{ème} chapitre.
- 6 R.E. Levin à l'endroit cité précédemment page 43 et suiv.
- 7 Voir à ce propos: D.A. Yallop, *Au nom de Dieu?*, Munich 1984, page 363 et suiv. Depuis le début des années quatre-vingts, sont parus de nombreux livres et articles consacrés à ce thème. Particulièrement depuis l'élection de Silvio Berlusconi, "ancien" frère de la loge P2, à la présidence du conseil italien, de telles investigations se sont multipliées. Quoique la plupart d'entre elles doivent être considérées comme relevant du journalisme à scandales, elles documentent de temps en temps des faits importants, qui peuvent aider chacun à comprendre ce "pays".
- 8 Cité de la conférence de Rudolf Steiner à Dornach du 3 juillet 1920 (GA 198).
- 9 Voir à ce sujet, par exemple, la description excellente de Renate Riemeck dans son livre: *Moscou et le Vatican*, Bâle 1978.
- 10 T. Mazowiecki, *Prendre le parti de l'espoir*, Fribourg 1990, page 153.
- 11 T. Mazowiecki, à l'endroit cité précédemment page 176.
- 12 Carl Bernstein, *The Holly Alliance*, Time International, 24 février 1992.
- 13 Carl Bernstein, à l'endroit cité précédemment page 16.
- 14 Au même endroit, page 14.
- 15 Brzezinski travailla d'abord avec le démocrate Carter. À Washington cependant, les différences "idéologiques" ne font jamais obstacle, lorsqu'il s'agit de la véritable question des "intérêts nationaux de l'Amérique".
- 16 Au même endroit, page 19.
- 17 Au même endroit, page 17.
- 18 Au même endroit, page 18.
- 19 Cité de l'article de W. Bartoszewski: *Pluralité culturelle contre unité de l'Europe?*, TAZ, Berlin, 2 avril 1988 (souligné par A.R.).
- 20 Voir par exemple l'article de Bartoszewski, qui est encore paru avant la révolution de velours.
- 21 Zbigniew Brzezinski, *L'exclusion inopportune de l'Allemagne et de la Russie d'une fête amicale*, International Herald Tribune, 2 mai 1994 (souligné par A.R.). Cette contribution parut comme une partie d'une série particulière d'articles qui s'occupent de l'avenir des relations américano-européenne à l'occasion du cinquantenaire du "jour J".
- 22 George Kolankiewicz, *The eastern enlargement of EU*, International Affairs, volume 70, N°3, juillet 1994.
- 23 voir à ce sujet l'éditorial de Josef Joffe *Süddeutsche Zeitung* 26 août 1993.
- 24 voir à ce sujet: *Time International*, 5 septembre 1994, page 32.